

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

30 OCTOBRE 1946.

PROJET DE LOI

relatif au régime fiscal du tabac.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le régime fiscal du tabac est réglé par la loi du 23 juin 1938, qui assujettit les tabacs fabriqués à un droit d'accise dont le facteur principal est établi en fonction du prix de vente au détail.

Depuis son entrée en vigueur, cette loi a été l'objet de diverses modifications. D'autre part, en vertu d'arrêtés pris pendant l'occupation par le Secrétaire Général du Ministère des Finances, le droit d'accise a été majoré d'un supplément dont le taux, après avoir en 1941 été fixé à 20 %, puis au tiers du prix du détail, a été porté à 50 % de ce prix en 1942.

En vertu de l'arrêté-loi du 5 mai 1944, les dits arrêtés, déclarés nuls mais réputés temporairement valables, auraient dû cesser leurs effets de plein droit un an après la libération totale du territoire, c'est-à-dire le 15 février 1946. Mais la loi des Finances pour l'exercice 1946 en a prorogé l'application pendant l'année 1946. Ces arrêtés ne peuvent cependant pas tels quels être maintenus indéfiniment dans notre droit; il faut y substituer des dispositions à prendre par le pouvoir législatif. A cette occasion, il se recommande :

- a) d'incorporer le supplément dans le droit lui-même et d'adapter les taux d'imposition aux conjonctures actuelles;
- b) de coordonner, dans un texte nouveau, toutes les dispositions légales relatives au régime fiscal du tabac.

Ces raisons ont déterminé le Gouvernement à soumettre le présent projet à vos délibérations.

30 OCTOBER 1946.

WETSONTWERP

betreffende het fiscaal regime van tabak.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Het fiscale regime van tabak wordt geregeld door de wet van 23 Juni 1938, welke de gefabriceerde tabak onderwerpt aan een accijns die in hoofdzaak gevestigd is naar rato van den kleinhandelsprijs.

Sinds haar in werking treden, werd die wet herhaaldelijk gewijzigd. Anderdeels werd de accijns, krachtens besluiten, tijdens de bezetting genomen door den Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën, verhoogd met een bijslag waarvan het bedrag, na in 1941 vastgesteld te zijn op 20 %, vervolgens op één derde van den kleinhandelsprijs, in 1942 op 50 % van dien prijs gebracht werd.

Krachtens de besluitwet van 5 Mei 1944, hadden gezegde besluiten, nietig doch voor tijdelijk geldig gehouden, van rechtswege moeten ophouden van kracht te zijn één jaar na de volkomen bevrijding van het grondgebied, zegge op 15 Februari 1946. Maar de financiewet voor het dienstjaar 1946 heeft er de toepassing van verlengd gedurende het jaar 1946. Die besluiten kunnen evenwel niet zonder meer voor onbepaalde tijd in ons wettencomplex ingeschakeld blijven; ze dienen langs wetgevenden weg door nieuwe bepalingen vervangen. Te dier gelegenheid past het :

- a) den bijslag in het recht zelf op te nemen en de belastingbedragen bij de huidige omstandigheden aan te passen;
- b) al de wetsbepalingen betreffende het fiscaal regime van tabak in een nieuwen tekst samen te ordenen.

Dit zijn de redenen waarom de Regeering-U onderhavig ontwerp voorlegt.

G

L'article premier fixe les taux du droit d'accise.

Les taux actuellement en vigueur sont les suivants :

Cigares : 9 % du prix de détail	
Cigarillos : 9 % du prix de détail plus 17 francs les 1.000 pièces	plus un supplément de 50 % du prix de vente inscrit sur la bandelette fiscale.
Cigarettes : 34 % du prix de détail plus 14 francs les 1.000 pièces	
Tabac à fumer : 22 % du prix de détail plus fr. 1,25 par kg.	
Tabac à mâcher saucé : 1 franc par kg.	

Il faut remarquer que le supplément de 50 % mentionné ci-dessus ne s'incorpore pas, comme le droit de base lui-même, dans le prix sur lequel l'impôt se calcule. Il reste en dehors de ce prix et d'ailleurs n'est pas non plus inscrit sur la bandelette fiscale.

Compte tenu de ce supplément, l'incidence moyenne de la charge d'accise comparativement au prix total — tous droits compris — payé par le consommateur est la suivante :

Cigares...	39 %
Cigarillos...	41 %
Cigarettes...	57 %
Tabac à fumer...	49 %

Et voici en parallèle l'incidence moyenne de l'impôt sous le régime d'avant-guerre et sous le régime actuel :

	avant-guerre	actuellement
Cigares ...	9 %	39 %
Cigarillos...	16 %	41 %
Cigarettes...	41 %	57 %
Tabac à fumer...	25 %	49 %

De ces données, il ressort :

a) que l'imposition actuelle est beaucoup plus élevée que celle d'avant-guerre;

b) que la différence entre ces deux impositions n'est proportionnellement pas la même pour tous les produits; la majoration est sensiblement plus forte pour les cigares et les cigarillos. Ceci est dû au supplément appliqué par les arrêtés pris pendant l'occupation, lequel frappe tous les produits d'après un taux uniforme. Ce mode de taxation a rompu le rapport que, dans la fixation des taux de l'impôt, le législateur avait intentionnellement établi autrefois entre les différentes catégories de fabricats.

Il faut se demander si la charge fiscale actuelle du tabac n'est pas trop lourde. A cette question, les fabricants répondent affirmativement; ils allèguent que, s'ajoutant au renchérissement des matières premières et des frais de fabrication, cette charge empêchera, du moment que l'ap-

Artikel één vestigt de accijnsbedragen.

Thans zijn volgende bedragen toepasselijk :

Sigaren : 9 % van den kleinhandelsprijs	plus een bijslag van 50 % van den op het fiscaal bandje aangeduiden verkoopprijs.
Cigarillo's : 9 % van den kleinhandelsprijs plus 17 frank per 1.000 stuks	
Sigaretten : 34 % van den kleinhandelsprijs plus 14 fr. per 1.000 stuks	
Rooktabak : 22 % van den kleinhandelsprijs plus fr. 1,25 per kg.	
Natte pruimtabak : 1 frank per kg.	

Opgemerkt weze dat de bijslag van 50 % waarvan hierovoren sprake, niet begrepen is, zooals het basisrecht zelf, in den prijs waarop het recht berekend wordt. Hij blijft buiten dien prijs en wordt trouwens ook niet vermeld op het fiscaal bandje.

Hier volgt, rekening houdend met dien bijslag, het gemiddeld percentage van de accijnsbelasting die begrepen is in den totalen prijs — alle rechten inbegrepen — welke door den verbruiker betaald wordt :

Sigaren...	39 %
Cigarillo's...	41 %
Sigaretten...	57 %
Rooktabak...	49 %

En ziehier een vergelijking tusschen de gemiddelde incidentie van de belasting vóór den oorlog en thans :

	vóór den oorlog	thans
Sigaren ...	9 %	39 %
Cigarillo's...	16 %	41 %
Sigaretten...	41 %	57 %
Rooktabak...	25 %	49 %

Uit die gegevens blijkt :

a) dat de belasting heden ten dage veel hoger is dan vóór den oorlog :

b) dat het verschil tusschen beide belastingen naar verhouding niet hetzelfde is voor alle producten; de verhooging is merkkelijk grooter voor sigaren en cigarillo's. Zulks ligt aan den bijslag die ingesteld werd door de besluiten genomen tijdens de bezetting, bijslag die vóór alle producten tegen hetzelfde bedrag geheven wordt. Deze wijze van aanslag heeft de verhouding verbroken die de wetgever destijds, bij het bepalen van de belastingbedragen, met opzet heeft tot stand gebracht tusschen de onderscheidene categorieën van fabrieken.

Men zou zich kunnen afvragen of de huidige fiscale last niet al te zwaar op de tabak drukt. Door de fabrianten wordt hierop bevestigend geantwoord; zij voeren aan dat deze last, samen met de stijging van den grondstoffenprijs en van de fabricageonkosten, vanaf het oogenblik

provisionnement en matières premières ne sera plus soumis à des restrictions, la consommation de revenir à son niveau de jadis (la production est actuellement de l'ordre de 75 % de celle de 1939). Ces appréhensions ne semblent pas fondées. En effet, pour la plupart des fumeurs, l'usage du tabac répond à un réel besoin, qu'ils cherchent à satisfaire sans trop s'inquiéter de la dépense à faire à cette fin.

Quoi qu'il en soit, sous réserve des aménagements indiqués ci-après, les nécessités budgétaires imposent en ce moment le maintien de l'imposition du tabac à son niveau actuel.

1. — Ainsi qu'il est exposé ci-avant et sous l'effet du supplément d'accise qui se perçoit au même taux pour tous les produits, l'harmonie qui existait dans le barème d'avant-guerre entre les taux des différentes catégories de produits du tabac, a disparu. Les cigares et les cigarillos ont perdu l'avantage dont ils bénéficiaient et qui leur avait été accordé parce que leur fabrication occupe une main-d'œuvre nombreuse. Quant au tabac à fumer, son imposition actuelle se rapproche sensiblement de celle de la cigarette, alors que précédemment elle n'en était que les 6/10 environ. Il convient de corriger ces déviations. Sans doute, n'est-il pas possible, parce que le rendement de l'impôt en serait sérieusement affecté, d'établir le nouveau barème en respectant scrupuleusement l'importance relative que les divers taux avaient dans l'ancien barème. Le Gouvernement estime que, dans les circonstances présentes, l'imposition serait judicieusement établie si, à côté d'une charge correspondant à 57 % pour les cigarettes (voir remarque 2 ci-après), charge qui resterait donc ce qu'elle est aujourd'hui, les cigares, les cigarillos et le tabac à fumer étaient imposés respectivement à raison de 25, 35 et 40 % du prix de détail.

2. — Pour les cigarillos et le tabac à fumer, le droit fixe (respectivement 17 fr. les 1.000 pièces et fr. 1,25 le kg.) qui, sous le régime établi par la loi du 23 juin 1938, s'ajoutait au droit *ad valorem*, ne doit pas être maintenu. Ce droit fixe, dont l'établissement avait été décidé jadis pour éviter la répercussion fâcheuse qu'une majoration du droit *ad valorem* aurait eue pour l'industrie en réduisant la consommation des produits de prix élevés, n'a plus, vu les prix actuels, sa raison d'être pour les deux catégories de fabricats précitées. Il y a lieu cependant de le maintenir pour les cigarettes; le droit fixe aura pour effet d'atténuer quelque peu l'incidence du droit pour les produits chers, qu'il y a intérêt à ne pas éliminer du marché. L'accise sur les cigarettes continuerait donc à comprendre : a) un droit *ad valorem*, qui serait fixé à 54 % du prix de détail; b) un droit fixe, dont le montant serait maintenu au taux actuel de 14 francs par 1.000 pièces. L'incidence de la charge totale serait d'environ 57 %.

3. — Pour la raison qui avait motivé la création du droit fixe, la loi du 23 juin 1938 avait exclu ce droit des éléments du prix servant de base au calcul du droit *ad valorem*.

waarop de bevoorrading in grondstoffen niet meer aan beperkingen zal onderworpen zijn, het verbruik zal verhinderen zijn vroeger peil te bereiken (de productie bedraagt thans zoowat 75 % van deze van 1939). Deze vrees lijkt niet gegrond. Bij meest al te rookers voorziet tabaksverbruik in een ware behoefte, welke zij trachten te bevredigen zonder zich al te veel te bekommeren om de daaraan te besteden uitgave.

Wat er ook van zij, onder voorbehoud van navermelde aanpassingen, vergen de budgetaire noodwendigheden thans het behoud op haar huidig peil van de belasting op de tabak.

1. — Zooals hierboven uiteengezet, werd door den bijslag die voor alle producten tegen hetzelfde bedrag geheven wordt, de verhouding verbroken die in het barema, dat vóór den oorlog van kracht was, bestond tusschen de bedragen der onderscheidene categorieën van tabaksproducten. Sigaren en cigarillo's genieten het voordeel niet meer dat zij genoten en dat hun verleend werd omdat hun fabricage veel handenarbeid vergt. Wat betreft rooktabak, haar huidige belasting benadert gevoelig die der sigaret, waar die voorheen er slechts ongeveer de 6/10 van bedroeg. Deze afwijkingen dienen verbeterd. Gewis is het niet mogelijk, wegens de merkelijke vermindering der belastingopbrengst die hieruit zou voortspruiten, het nieuw barema derwijze op te stellen dat de betreffende verhouding tusschen de onderscheidene bedragen in het vroeger barema strikt behouden wordt. De Regeering acht dat, in de huidige omstandigheden, de belasting juist zou vastgesteld zijn, zoo benevens een last, voor sigaretten overeenstemmende met 57 % (zie bemerking 2 hierna), last die dus ongewijzigd zou blijven, sigaren, cigarillo's en rooktabak respectievelijk zouden belast worden tegen 25, 35 en 40 % van den kleinhandelsprijs.

2. — Voor cigarillo's en rooktabak dient het vast recht (onderscheidelijk 17 frank per 1.000 stuks en fr. 1,25 per kg.), dat onder het regime ingesteld door de wet van 23 Juli 1938, het recht *ad valorem* aanvulde, niet behouden. Dat vast recht, destijds ingesteld om den schadelijken terugslag te vermijden die een verhooging van het recht *ad valorem* op de nijverheid zou gehad hebben door het verbruik van dure producten te doen slinken, heeft, gezien de huidige prijzen, geen reden van bestaan meer voor beide hiervoren gemelde categorieën van fabrikaten. Het behoud er van dringt zich nochtans op voor sigaretten; het vast recht zal de incidentie van het recht ietwat milderen voor de dure producten waarvoor er belang bij is dat ze niet van de markt verdwijnen. De accijns op sigaretten zou dus als voorheen begripen : a) een recht *ad valorem*, dat 54 % van den kleinhandelsprijs zou bedragen; b) een vast recht, waarvoor het huidig bedrag van 14 frank per 1.000 stuks zou behouden worden. De incidentie van den totalen last zou ongeveer 57 % bedragen.

3. — Voor de reden waarom het vast recht werd ingesteld, had de wet van 23 Juni 1938 dat recht gesloten uit den prijs die als grondslag dient voor de berekening van

Cette disposition, qui compliquait le calcul du droit, est également sans utilité aujourd'hui. Elle est à supprimer.

4. — Le tabac à mâcher saucé est exclusivement consommé par l'ouvrier. Il ne s'indique pas d'en augmenter la charge fiscale.

En raison des considérations qui précèdent, le Gouvernement propose l'adoption du barème suivant :

Cigares : 25 %	} du prix de détail.
Cigarillos : 35 %	
Cigarettes (1) : 54 %	
Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec : 40 %	
Tabac à mâcher saucé : 1 franc par kg. (sans changement).	

Ces taux sont notablement inférieurs à ceux qui sont appliqués en Grande-Bretagne où, par exemple, pour un paquet de cigarettes vendu à 2 sh. 4 d. (20,60 fr. belges), l'impôt est de 1 sh. 9 (fr. 15,55), soit une incidence de 75 %. Au budget pour 1946, le rendement de l'impôt sur le tabac est inscrit pour 400 millions de livres (70 milliards de francs).

Dans les Pays-Bas, les taux sont les suivants :

Cigares pesant 3 1/2 kg. ou plus les 1.000 pièces : 20 % + 40 cents additionnels = 26 %.
Autres cigares : 25 % + 40 cents additionnels = 32 %.
Cigarettes : 50 % + 40 cents additionnels = 58 %.
Tabac à fumer : 30 % + 40 cents additionnels = 37,5 %.

Quant au régime appliqué en France, on sait qu'il s'agit d'un monopole d'Etat et que les tabacs sont vendus chez nos voisins du Sud à des prix de loin supérieurs à ceux pratiqués chez nous.

Le barème proposé est susceptible, si l'approvisionnement en matières premières permet aux fabricants de maintenir leur production au niveau actuel (environ 75 % de la production de 1939), d'assurer une rentrée de 1.750 millions.

Voici l'évolution des recettes du chef de l'accise sur le tabac depuis 1938 (en millions de francs) :

1938	314
1939	358
1940	387
(droits majorés à partir du 1 ^{er} janvier 1940)	
1941	707
(établissement d'un supplément	

(1) Plus 14 francs par 1.000 pièces.

het recht *ad valorem*. Die bepaling, die de berekening van het recht ingewikkeld maakte, is heden ten dage insgelijks zonder nut. Ze komt niet meer voor in den nieuwen tekst.

4. — De natte pruimtabak wordt uitsluitend verbruikt door den werkmán. Het past niet er den fiscaal last van te verzwaren.

Wegens bovenstaande beschouwingen, stelt de Regering de aanneming voor van volgend barema :

Sigaren : 25 %	} van den kleinhandelsprijs.
Cigarillo's : 35 %	
Sigaretten (1) : 54 %	
Rooktabak, snuif- en droge pruimtabak : 40 %	
Natte pruimtabak : 1 frank per kg. (ongewijzigd).	

Die bedragen zijn merklijk lager dan die van toepassing in Groot-Brittannië, waar, bij voorbeeld, voor een pakje sigaretten verkocht tegen 2 sh 4 d (20,60 Belgische fr.) de belasting 1 sh 9 d (fr. 15,55) bedraagt, zegge een incidentie van 75 %. In de begroting voor 1946, is de opbrengst der belasting op tabak ingeschreven voor 400 miljoen pond (70 milliard fr.).

In Nederland zijn de bedragen :

Sigaren wegende 3 1/2 kg. of meer per 1.000 stuks : 20 % + 40 opcenten = 26 %.
Andere sigaren : 25 % + 40 opcenten = 32 %.
Sigaretten : 50 % + 40 opcenten = 58 %.
Rooktabak : 30 % + 40 opcenten = 37,5 %.

Wat betreft het in Frankrijk toepasselijk regime, het is algemeen bekend dat aldaar een Staatsmonopolium bestaat en dat de tabak bij onze Zuiderburen veel duurder is dan bij ons.

Het voorgesteld barema kan, indien de bevoorrading in grondstoffen de fabrikanten in de mogelijkheid stelt hun productie op het huidig peil te houden (ongeveer 75 % van de producten van 1939), een opbrengst verzekeren van 1.750 miljoen.

Hierna volgt de evolutie van de ontvangsten in zake tabakaccijns sedert 1938 (in miljoen frank) :

1938	314
1939	358
1940	387
(rechten verhoogd met ingang van 1 Januari 1940)	
1941	707
(instelling van een bijslag van	

(1) Plus 14 frank per 1.000 stuks.

de 20 % du prix de détail, à partir du 27 janvier 1941)

1942	1.178
(supplément porté successivement à 1/3 et à 50 %, à partir du 12 février et du 1 ^{er} juillet 1942)	
1943	874
1944	839
1945	1.209
1946	1.220 (7 mois)

On remarquera le chiffre élevé que les recettes ont atteint pendant les sept premiers mois de l'année 1946. Les recettes furent particulièrement importantes pendant les cinq premiers mois (911 millions), par suite des prix élevés pratiqués à l'époque. Ces prix, parfois exagérés, ont depuis le mois de juin, été diminués et ramenés au niveau fixé par le Gouvernement. Les recettes de la seconde moitié de l'année se ressentiront de cette diminution.

Dans son paragraphe 3, l'article *premier* règle aussi la déduction du droit d'accise pour les tabacs qui, sous l'effet d'une cause quelconque, sont soustraits au contrôle de l'Administration avant d'être transformés en produits achevés de l'une ou l'autre des catégories indiquées au paragraphe 1^{er} du dit article

La raison de cette disposition est la suivante :

Pour avoir l'assurance que, lorsqu'ils seront au stade des produits finis, les tabacs bruts seront soumis au droit d'accise, il est nécessaire de les assujettir à un contrôle dès leur production, s'ils sont cultivés en Belgique, ou dès leur importation, s'il s'agit de tabacs étrangers. Ce contrôle, que l'article 5 du projet laisse au Ministre des Finances le soin d'organiser, doit s'exercer à charge de de toute personne-plantier, fabricant, négociant, transporteur, etc., — qui possède, détient ou transporte des tabacs qui sont, soit à l'état brut, soit à un stade quelconque de la fabrication. Cette personne est comptable des dits tabacs vis-à-vis de l'Administration; elle ne peut s'en dessaisir que pour des destinations autorisées et sous contrôle administratif; elle doit aussi, le cas échéant, justifier de leur emploi à la fabrication de produits du tabac; elle est enfin débitrice des droits pour les quantités qui, pour quelque cause que ce soit, ont été soustraites au contrôle.

A cet égard, il est bon de souligner que les droits d'accise sont supportés en dernière analyse par les consommateurs, mais ils sont avancés par les fabricants ou les producteurs qui les récupèrent par incorporation dans le prix de vente des marchandises. Dans certains cas, le débiteur initial est dispensé du paiement au comptant, les droits étant inscrits à un compte d'attente jusqu'à l'expiration du terme de crédit ou jusqu'à la livraison du produit à un intermédiaire qui assume la responsabilité du paiement. La créance de l'Etat naît au moment de la fabrication ou de la récolte du produit, la mise en con-

20 % van den kleinhandels-prijs, met ingang van 27 Januari 1941)

1942	1.178
(bijslag achtereenvolgens gebracht op 1/3 en op 50 %, met ingang van 12 Februari en 1 Juli 1942)	
1943	874
1944	839
1945	1.209
1946	1.220 (7 m.)

Hierbij valt het hoog cijfer op door de ontvangst bereikt gedurende de eerste 7 maanden van het jaar 1946. De ontvangst was bijzonder hoog gedurende de vijf eerste maanden (911 miljoen) ingevolge de hoge prijzen die toenmaals golden. Die soms overdreven prijzen werden sedert de maand Juni verlaagd tot op het door de Regering vastgesteld peil. De ontvangst van de tweede helft van het jaar zal door deze verlaging beïnvloed worden.

Paragraaf 3, van artikel één, houdt eveneens regeling van de opvorderbaarheid van den accijns voor tabak die, wegens eenigerlei oorzaak, aan de controle van het Bestuur onttrokken wordt alvorens verwerkt te zijn tot afgewerkte producten van een der in paragraaf 1 van bedoeld artikel aangeduide categorieën.

Die beschikking heeft volgende reden tot grondslag :

Om zekerheid te hebben dat de ruwe tabak, wanneer deze zich in het stadium van afgewerkt product zal bevinden, veraccijnsd zal zijn, is het noodig er controle over uit te oefenen vanaf de voortbrengst, als het in België geteelde tabak betreft, of vanaf den invoer, voor uitlandse tabak. Die controle, waarvan het inrichten ingevolge artikel 5 van het ontwerp aan den Minister van Financiën is toevertrouwd, dient uitgeoefend ten laste van elkeen-planter, fabrikant, handelaar, vervoerder, enz., — die tabak bezit, houdt of vervoert, 't zij in ruwen staat, 't zij op eender welk stadium van de fabricage. Die persoon is rekenplichtig voor bewuste tabak tegenover het Bestuur; hij mag ze slechts afstaan voor een geoorloofde bestemming en onder controle van het Bestuur; hij moet ook, desgevallend, de aanwending er van tot de fabricage van tabaksproducten rechtvaardigen; hij is ten slotte de rechten verschuldigd voor de hoeveelheden die voor eenigerlei oorzaak aan de controle onttrokken werden.

Ten deze, mag er op gewezen worden dat de accijns in laatste instantie door de verbruikers gedragen wordt, maar hij wordt voorgeschoten door de fabrikanten of de voortbrengers die hem terugkrijgen door het bedrag er van te begrijpen in den verkoopprijs van de waar. In sommige gevallen, wordt de aanvankelijke schuldenaar ontslagen van de contante betaling; de accijns wordt dan in last genomen op een wachtrekening tot bij het verstrijken van den krediettermijn of tot op het oogenblik dat het product geleverd wordt aan een tusschenpersoon die instaat voor de betaling. De schuldvordering van den Staat

somation étant censée réalisée dès que le dit produit cesse d'être sous le contrôle de l'Administration au lieu d'origine, dans un local spécial ou dans un entrepôt.

Ainsi en va-t-il des détenteurs de tabac non fabriqué. Ils sont comptables du produit qu'ils détiennent et des droits y afférents jusqu'au moment où, ayant effectué la livraison de la marchandise à un fabricant, la charge de l'impôt est transférée sur celui-ci qui, bien entendu, n'en fera que l'avance pour compte de ses clients.

Dans l'éventualité dont il vient d'être parlé, il est nécessaire que soient déterminés le taux et le prix d'après lesquels est à percevoir le droit sur les quantités de tabac qui, ayant été soustraites au contrôle, sont devenues impossibles. C'est à cette fin que pourvoit le 2^e alinéa du § 3 de l'article premier : le taux applicable est celui fixé pour le tabac à fumer et le prix celui établi forfaitairement par le Ministre des Finances conformément à l'article 6, § 4, dernier alinéa, du projet de loi.

L'article 2 dispose que les succédanés du tabac sont imposés à l'égal du tabac proprement dit. A défaut d'une telle disposition il serait à craindre qu'en cas de raréfaction du tabac, que des produits de remplacement, préparés au moyen de diverses matières végétales (feuilles de rhubarbe, feuilles de tous arbres, etc.), n'envahissent le marché.

Les articles 3 et 4 sont repris de la législation actuelle, avec, pour l'article 4, un aménagement de texte.

L'article 5 donne au Ministre des Finances les pouvoirs nécessaires pour prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer la perception du droit d'accise. En dehors de quelques modifications dans la rédaction, il diffère du texte figurant dans la loi du 23 juin 1938 en ce qu'il permet au Ministre de fixer la quantité minima que les planteurs doivent indiquer dans la déclaration du rendement de leur culture. A ce sujet, quelques explications sont nécessaires.

Ci-avant ont été exposées les raisons pour lesquelles un contrôle doit être exercé sur les tabacs bruts dès leur importation, s'il s'agit de tabacs étrangers, ou dès leur production, si les tabacs sont cultivés dans le pays. En ce qui concerne le tabac indigène, la réglementation établie par le Ministre des Finances en exécution des pouvoirs qu'il tient de la loi, impose aux planteurs l'obligation de déclarer : a) au moment de la culture, le nombre de plants cultivés; b) après la récolte, le poids du tabac sec réellement récolté. C'est ce dernier poids dont le planteur doit justifier dans la suite.

Avant la dernière guerre, la déclaration remise par le planteur pour le tabac sec était acceptée telle quelle; aucun minimum n'était fixé quant à la quantité de tabac

wordt in leven geroepen op het oogenblik dat het product gefabriceerd of gewonnen wordt; de inverbruikstelling er van wordt als voltrokken beschouwd zoodra gezegd product de contrôle verlaat die door het Bestuur wordt uitgeoefend op de plaats van oorsprong, in een bijzonder magazijn of in een entrepot.

Zoo gaat het ook met de houders van ongefabriceerde tabak. Zij zijn rekenplichtig voor het product waarvan zij houder zijn en voor den desbetreffenden accijns tot op het oogenblik dat zij, door de waar te leveren aan een fabrikant, de belastingschuld overdragen op dezen laatste, die ze, wel te verstaan, slechts voorschiet voor rekening van zijn klanten.

In de gebeurlijkheid waarvan hiervoren gewag werd gemaakt, is het noodig dat het bedrag en de prijs vastgesteld worden op grondslag waarvan de accijns dient geïnd op de hoeveelheden tabak die aan de contrôle onttrokken werden en aldus belastbaar geworden zijn. Met het oog hierop werd het 2^e lid van § 3 van artikel één opgesteld: het toepasselijk bedrag is dat vastgesteld voor rooktabak en de prijs is die forfaitair vastgesteld door den Minister van Financiën, overeenkomstig artikel 6, § 4, laatste lid, van het ontwerp van wet.

Naar luid van *artikel 2* worden tabakssurrogaten belast als eigenlijke tabak. Zonder dergelijke bepaling, ware het te vreezen dat, in geval van tabaksschaarschte, de markt zou overrompeld worden door vervangingsproducten bereid uit allerlei plantaardige stoffen (rabarberbladeren, boombladeren, enz.)

Artikelen 3 en 4 zijn overgenomen uit de huidige wetgeving, met een tekstaanpassing voor artikel 4.

Artikel 5 geeft aan den Minister van Financiën de vereischte bevoegdheid tot treffen van alle noodige maatregelen om de heffing van den accijns te verzekeren. Buiten enkele vormwijzigingen, verschilt het van den tekst voorkomende in de wet van 23 Juni 1938 in dien zin dat het den Minister van Financiën toelaat een minimum te bepalen voor de hoeveelheid die de planter moet vermelden in de aangifte van de opbrengst zijner teelt. Desaangaande zijn eenige toelichtingen noodig.

Hiervoren werd uiteengezet waarom er contrôle dient uitgeoefend op de ruwe tabak, van bij den invoer, voor uitlandsche tabak of van bij de voortbrengst voor hier te lande geteelde tabak. Ten opzichte van inlandsche tabak, legt de reglementeering, ingesteld door den Minister van Financiën krachtens de bevoegdheid die hem door de wet wordt toegekend, aan de planters de verplichting op tot aangeven : a) op het oogenblik van het beplanten, van het getal geteelde planten; b) na den oogst, van het gewicht der werkelijk ingeogste droge tabak. Het is dit laatste gewicht dat achteraf door den planter moet gerechtvaardigd worden.

Vóór den laatsten oorlog, werd de door de planter voor de droge tabak ingereikte aangifte zonder meer aangenomen; geen minimum was voorzien ten opzichte van de

que le planteur devait représenter; la déclaration du planteur n'était pas non plus vérifiée par les agents de l'Administration, sauf dans les cas de suspicion d'abus, par exemple si la quantité représentée paraissait manifestement insuffisante par rapport à l'importance de la plantation. Sous l'occupation, dès que la raréfaction du produit eut provoqué des restrictions à la fabrication et à la consommation du tabac, le marché noir s'organisa et s'étendit rapidement. Pour empêcher que la plus grande partie de la production indigène n'échappât à l'impôt, il s'avéra indispensable de resserrer le contrôle en fixant, pour chaque région de culture, le rendement minimum en tabac sec que les planteurs doivent déclarer, cette mesure comportant le correctif que si, par suite d'événements calamiteux ou de toute autre cause, le planteur estime que sa plantation ne fournira pas ce rendement, il peut, tant que la récolte est sur pied, demander que le rendement en soit « estimé » par les agents des accises.

La mesure en question a été l'objet de vives critiques de la part des planteurs; elle a suscité aussi certaines difficultés à l'Administration. On peut cependant affirmer que, si l'on n'y avait pas eu recours, l'accise sur le tabac n'aurait pas fourni, pendant les années de guerre, la recette élevée qui a été obtenue.

A l'heure présente, la fraude du tabac continue et il serait imprudent de rendre dès à présent toute liberté aux planteurs pour déclarer leur récolte de tabac sec. C'est pourquoi le maintien du texte additionnel incorporé dans l'article 5 se justifie. Le Ministre des Finances ne manquera pas, aussitôt que les faits auront démontré que les intérêts du Trésor ne sont plus en danger, de ne plus user du pouvoir que la loi lui confère. En attendant, les rendements minima ont été révisés de manière à être adaptés aux conditions actuelles de la culture.

De l'exposé qui précède, comme aussi des commentaires du paragraphe 3 de l'article premier du projet, il ressort que le planteur est responsable, vis-à-vis du Trésor, du tabac qu'il a récolté et que, s'il ne représente pas soit une quantité correspondant au rendement minimum fixé pour sa plantation, soit toute la quantité de tabac sec qu'il a déclaré avoir récoltée — compte tenu des quantités auxquelles il a donné une destination autorisée et de la réduction admise pour couvrir la perte résultant de la desiccation — il est redevable du droit d'accise sur le manquant.

L'article 6 détermine les sanctions en cas de fraude ou d'irrégularité. Il reprend, en en modifiant quelque peu la rédaction, les termes d'un arrêté pris, sous l'occupation, par le Secrétaire Général du Ministère des Finances, lequel arrêté amende lui-même, sur les points suivants, les dispositions pénales figurant dans la loi du 23 juin 1938:

1° Dans son texte primitif, la loi du 23 juin 1938 dis-

hoeveelheid die de planter moest vertoonen; ook werd de aangifte van den planter door de agenten van het Bestuur niet nagezien, behoudens bij vermoeden van bedrog, bij voorbeeld indien de vertoonde hoeveelheid kennelijk ontoereikend scheen volgens de belangrijkheid van de beplanting. Niet zoodra moesten er, tijdens de bezetting, als gevolg van de schaarschte der waar, beperkingen in zake fabricage en verbruik van tabak worden opgelegd, of de zwarte markt ontstond en breidde zich snel uit. Om te beletten dat het grootste gedeelte van de inlandsche voortbrengst aan de belasting zou ontsnappen, bleek het alstoen noodzakelijk de contrôle te verscherpen door, voor elk teeltgewest, de minimum opbrengst droge tabak te bepalen die de planters moeten aangeven. Die maatregel werd verzacht door te bepalen dat de planter die van oordeel is dat de opbrengst van zijn teelt, ingevolge ramp of andere oorzaak, het vastgestelde minimum niet zal bereiken, mag aanvragen, zoolang de planten nog te velde staan, dat de opbrengst er van door de accijs-agenten zou « geraamd » worden.

Bewuste maatregel is door de planters heftig bekampt geworden; ook aan het Bestuur heeft hij moeilijkheden veroorzaakt. Men mag nochtans bevestigen dat, zonder dien maatregel, de tabaksaccijns gedurende de oorlogs-jaren gewis niet de hooge opbrengst zou gegeven hebben die er nu van verkregen werd.

Heden ten dage blijft de tabakssmokkel voort bedrijvig en het zou onvoorzichtig zijn reeds van nu af aan de planters alle vrijheid te verleenen voor het aangeven van de droge tabak. Om die reden is het behoud van den aanvullenden tekst bij artikel 5 gerechtvaardigd. Zoodra de feiten zullen aangetoond hebben dat de belangen van de Schatkist niet meer in gevaar zijn, zal de Minister van Financiën niet nalaten af te zien van het recht hem door de wet toegekend. In afwachting, werd de minimumopbrengst herzien om aangepast te zijn aan de huidige teeltvoorwaarden.

Uit vorenstaand betoog zoomede uit den commentaar op paragraaf 3 van artikel één van het ontwerp blijkt dat de planter tegenover de Schatkist aansprakelijk is voor de door hem ingeogste tabak en dat hij, bij niet-vertoonen hetzij van de voor zijn beplanting voorziene minimumopbrengst, hetzij van gansch de hoeveelheid die hij als ingeogst heeft aangegeven — rekening houdend met de hoeveelheden waaraan hij een geoorloofde bestemming heeft gegeven en met de vermindering toegestaan ter compensatie van het gewichtsverlies hoofdens uitdroging — de accijns verschuldigd is op het tekort.

Artikel 6 bepaalt de straffen in geval van bedrog of van onregelmatigheid. Afgezien van enkele vormwijzigingen, is dat artikel de weergave van een besluit dat tijdens de bezetting genomen werd door den Secretaris-Generaal van het Ministerie van Financiën, besluit dat zelf, op het stuk van onderstaande punten, de strafbepalingen wijzigt die voorkomen in de wet van 23 Juni 1938:

1° De oorspronkelijke tekst van de wet van 23 Juni 1938

posait, entre autres, que quand le montant des droits fraudés ne peut être établi, le délinquant est passible, à titre d'impôt, d'une amende variant entre 50.000 et 200.000 fr.

Trois modifications sont apportées à cette disposition :

a) Le texte est remanié pour mieux caractériser l'espèce à laquelle il s'applique.

b) Les mots « à titre d'impôt » sont supprimés, car ils ont donné lieu, dans la pratique, à certaines difficultés.

c) Le maximum de l'amende est porté de 200.000 à 500.000 francs, pour le mettre en rapport avec les taux majorés de l'impôt.

2° Pour les cas de récidive, la peine d'emprisonnement s'ajoute désormais à la peine pécuniaire.

3° Aux pénalités que la loi prévoit pour les cas de fraude du droit d'accise, on propose d'ajouter la saisie et la confiscation des appareils ayant servi à fabriquer les produits fraudés ou des engins qui, pouvant servir à la fabrication de tabacs, n'auraient pas été dûment déclarés.

4° Pour le motif que l'accise sur le tabac est un droit *ad valorem* basé sur le prix de vente au détail des produits à l'état fabriqué, on rencontre des difficultés à le calculer lorsqu'on se trouve en présence, soit de tabacs non fabriqués, soit de produits saisis à charge d'inconnus ou détenus ou transportés illicitement, c'est-à-dire, en général, de fabricats sans bandelettes fiscales. Dans ces divers cas, la valeur imposable n'étant pas connue, il faut pouvoir l'apprécier d'après des éléments à fixer forfaitairement. C'est ce pouvoir qui est conféré au Ministre des Finances. Pour chaque catégorie de produits, ce dernier fixe la valeur forfaitaire qui servira de base au calcul du droit d'accise (elle sera sensiblement la valeur moyenne des produits).

L'article 7 figurait déjà tel quel dans la loi du 23 juin 1938.

L'article 8 abroge toutes les dispositions antérieures relatives au droit d'accise sur le tabac et met fin à la validité temporaire des arrêtés pris par le Secrétaire Général du Ministère des Finances en ce qui concerne le régime fiscal du tabac.

L'article 9 laisse au Ministre des Finances le soin de fixer la date de la mise en vigueur de la loi. Un certain délai sera sans doute nécessaire pour l'établissement du nouveau barème des bandelettes fiscales et pour l'impression des nouvelles bandelettes. L'administration se propose de mettre l'occasion à profit pour modifier la teinte des bandelettes, de manière à pouvoir distinguer les produits

voorzag, onder meer, dat indien het beloop van de ont-doken rechten niet kan bepaald worden, de overtreder, ten titel van belasting, een geldboete verbeurt van ten minste 50.000 en ten hoogste 200.000 frank.

Drie wijzigingen worden aan die bepaling gebracht :

a) De tekst wordt ongewerkt om nauwkeuriger aan te duiden waarop hij toepasselijk is.

b) De woorden « ten titel van belasting » worden weggelaten omdat ze, in de praktijk, aanleiding hebben gegeven tot moeilijkheden.

c) Het maximum van de geldboete wordt van 200.000 op 500.000 frank gebracht om in overeenstemming te zijn met de verhoogde belastingbedragen.

2° Voor de gevallen van herhaling, wordt voortaan gevangenzetting bij de geldboete gevoegd.

3° Voorgesteld wordt de door de wet wegens accijnsontduiking bepaalde straffen te verzwaren door aanhaling en verbeurdverklaring van de toestellen die gediend hebben tot vervaardigen van de smokkelwaar of die, zonder behoorlijke aangegeven te zijn, tot de fabricage van tabak kunnen gebruikt worden.

4 Om reden dat de tabaksaccijns een recht *ad valorem* is dat drukt op den kleinhandelsprijs van de producten in afgewerkten staat, kan hij moeilijk berekend worden wanneer men te doen heeft hetzij met ongefabriceerde tabak, hetzij met producten die aangehaald worden ten laste van onbekenden of die het voorwerp uitmaken van een onwettig houden of vervoeren 't is te zeggen, in 't algemeen, met fabrikaten zonder fiscale bandjes. Daar de belastbare waarde in die onderscheidene gevallen niet gekend is, moet men ze kunnen vaststellen volgens forfaitair te bepalen elementen. De macht daartoe wordt verleend aan den Minister van Financiën. Voor elke categorie van producten bepaalt deze de forfaitaire waarde welke als basis dient genomen voor het berekenen van den accijns (die waarde zal nagenoeg overeenstemmen met de gemiddelde waarde van de producten).

De tekst van artikel 7 kwam reeds voor in de wet van 23 Juni 1938.

Bij artikel 8 worden alle vroegere wetsbepalingen betreffende den tabaksaccijns ingetrokken en wordt een einde gesteld aan de tijdelijke geldigheid van de besluiten welke door den Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën in verband met het fiscaal regime van tabak genomen werden.

Artikel 9 laat aan den Minister van Financiën de zorg over om den datum te bepalen waarop de wet van kracht wordt. Een zeker tijdsverloop zal ongetwijfeld noodig zijn voor het opmaken van het nieuw barema der fiscale bandjes en voor het drukken van de nieuwe bandjes. Het Bestuur is voornemens van de gelegenheid gebruik te maken om de kleur van de bandjes te veranderen, teneinde de

soumis au nouveau régime de ceux appartenant aux régimes périmés.

onder het nieuw regime belaste producten te kunnen onderscheiden van deze behorende tot vervallen regimes.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

J. VAUTHIER.

PROJET DE LOI

CHARLES,

Prince de Belgique, Régent du Royaume.

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par le Ministre des Finances.

ARTICLE PREMIER.

§ 1^{er}. — Les tabacs fabriqués, étrangers ou indigènes, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit :

A. Cigares	25 %	du prix de vente au détail d'après un barème à établir par le Ministre des Finances avec, éventuellement, la fixation d'un minimum à la base
B. Cigarillos	35 %	
C. Cigarettes	54 %	
D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec	40 %	

E. Tabac à mâcher vendu à l'état humide 1 franc par kilogramme.

Les cigarettes sont en outre imposables à raison de 14 francs les 1.000 pièces.

Pour les tabacs fabriqués étrangers, ce droit est indépendant du droit d'entrée fixé par le tarif des douanes.

§ 2. — Le Ministre des Finances spécifie les produits rentrant dans chacune des catégories visées au § 1^{er}.

Il détermine, en outre, ce qu'il y a lieu d'entendre par

WETSONTWERP

KAREL,

Prins van België, Regent van het Koninkrijk.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van den Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de tekst volgt, zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers ingediend worden door den Minister van Financiën.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1. — Uitlandsche en inlandsche gefabriceerde tabak wordt onderworpen aan volgenden accijns :

A. Sigaren	25 %	} van den kleinhandelsprijs, volgens een door den Minister van Financiën op te maken barema, met eventueele vaststelling van een minimum aan de basis.
B. Cigarillo's	35 %	
C. Sigaretten	54 %	
D. Rooktabak, snuif- en drooge pruimtabak	40 %	
E. Natte pruimtabak 1 frank per kilogram.		

Sigaretten zijn daarenboven belast naar rato van 14 fr. per 1.000 stuks.

Voor uitlandsche gefabriceerde tabak, is die accijns onafhankelijk van het invoerrecht vastgesteld door het toltarief.

§ 2. — De Minister van Financiën bepaalt de producten welke onder elk van de in § 1 bedoelde categorieën vallen.

Hij bepaalt tevens wat onder kleinhandelsprijs dient

prix de vente au détail; ce prix doit notamment comprendre le montant du droit d'accise.

§ 3. — Dans les cas où, avant d'être fabriqués, les tabacs récoltés en Belgique ou importés de l'étranger à l'état non fabriqué, sont, par l'effet d'une cause quelconque, soustraits au contrôle de l'Administration, le droit d'accise est dû solidairement par le propriétaire et le détenteur ou le transporteur.

Le droit est perçu au taux fixé pour le tabac à fumer par le § 1^{er} et sur la base du prix de vente au détail déterminé forfaitairement par le Ministre des Finances conformément à l'article 6, § 4, dernier alinéa, de la présente loi.

ART. 2.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux tabacs fabriqués tous succédanés, c'est-à-dire tous produits quelconques pouvant être utilisés aux mêmes fins que le tabac.

ART. 3.

Le droit d'accise est perçu au moyen de bandelettes fiscales apposées par le fabricant ou par l'importateur :

- a) en ce qui concerne les cigares, sur chaque pièce;
- b) en ce qui concerne les autres produits, sur chaque emballage.

Toutefois, le Ministre des Finances règle le mode de perception du droit d'accise sur les tabacs indigènes réservés à la consommation des planteurs.

ART. 4.

Exemption du droit d'accise peut être accordée en cas de dépôt en entrepôt public de tabacs fabriqués et aussi en cas d'exportation, de dénaturation ou de destruction des produits de l'espèce sous la surveillance de l'Administration.

ART. 5.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1^o A prendre toutes mesures généralement quelconques :

a) pour empêcher que des tabacs soient soustraits à l'impôt établi par l'article 1^{er}; à cette fin, il peut notamment imposer aux planteurs de tabac l'obligation de déclarer le rendement total de leur culture et fixer un minimum pour ce rendement;

b) pour assurer la surveillance et le contrôle des plantations, des fabriques, des magasins et des débits de tabacs, et, plus généralement, de tous lieux ou locaux où

verstaan; die prijs moet inzonderheid het beloop van den accijns behelzen.

§ 3. — In de gevallen waarin de in België geoogste of de uit het buitenland in ongefabriceerden staat ingevoerde tabak, wegens eenigerlei oorzaak aan de controle van het Bestuur onttrokken wordt alvorens gefabriceerd te zijn, is de accijns solidair verschuldigd door den eigenaar en den bezitter of den vervoerder.

Het recht wordt geïnd volgens het bij § 1 voor rooktabak vastgesteld bedrag en op grondslag van den kleinhandelsprijs door den Minister van Financiën forfaitair bepaald overeenkomstig artikel 6, § 4, laatste lid, van deze wet.

ART. 2.

Werden voor de toepassing van deze wet met gefabriceerde tabak gelijkgesteld alle surrogaten, 't is te zeggen alle om 't even welke producten die tot dezelfde doeleinden als tabak kunnen dienen.

ART. 3.

De accijns wordt geheven door middel van fiscale bandjes welke de fabrikant of de importeur moet aanbrengen :

- a) voor sigaren, stuksgewijze;
- b) voor andere producten, op elke verpakking.

De Minister van Financiën regelt evenwel de wijze van heffing van den accijns op de inlandsche tabak die de planters voor eigen verbruik bewaren.

ART. 4.

Vrijstelling van den accijns mag verleend worden hoofdens opslag van gefabriceerde tabak in openbaar entrepot, alsmede hoofdens uitvoer, ontaarding of vernietiging van soortgelijke tabak onder toezicht van het Bestuur.

ART. 5.

De Minister van Financiën is gemachtigd :

1^o Tot treffen van alle om 't even welke maatregelen :

a) om te beletten dat tabak zou onttrokken worden aan de bij artikel 1 ingestelde belasting; te dien einde, mag hij inzonderheid de planters verplichten tot aangeven van gansch de opbrengst van hun teelt en voor die opbrengst een minimum bepalen;

b) om de bewaking en de controle te verzekeren van de beplantingen, fabrieken, magazijnen en slijterijen van tabak en, meer algemeen, van alle plaatsen of lokalen

des tabacs sont cultivés, déposés ou emmagasinés. Même s'ils sont seuls, les agents de l'Administration des douanes et accises ont le droit de pénétrer sans assistance, après le lever et avant le coucher du soleil, dans tous ces lieux et locaux, ainsi que dans les locaux (greniers — y compris ceux de l'habitation privée du planteur — hangars, fenils, etc.) susceptibles de servir au dépôt des tabacs;

2° A fixer les conditions auxquelles l'exemption visée à l'article 4 est subordonnée;

3° A déterminer dans quelles conditions les agents assermentés des communes peuvent collaborer à la surveillance des plantations de tabac, et aussi à conférer à ces agents des droits identiques à ceux reconnus au personnel de l'Administration des douanes et accises en ce qui concerne l'accès dans tous les endroits où sont cultivés des tabacs ainsi que dans les séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs;

4° A réglementer le commerce, le transport ou la détention des tabacs non fabriqués ou fabriqués et à prescrire, entre autres, que tout transport ou toute détention des produits de l'espèce doit être couvert par un document.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Sans préjudice à l'application éventuelle du § 5 ci-après, tout acte ayant pour résultat ou toutes manœuvres ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit d'accise fixé par l'article 1^{er}, sont punis d'une amende égale au décuple des droits en jeu, sans qu'elle puisse être inférieure à 1.000 francs dans chaque cas. Tombe, notamment, sous le coup de cette disposition, le planteur de tabac qui soustrait ou tente de soustraire tout ou partie de sa plantation ou du produit de sa récolte aux mesures de surveillance éventuellement prescrites en exécution du 1^o de l'article 5 ou qui, pour quelque cause que ce soit, ne représente pas tout le tabac dont il doit justifier la détention.

Si l'absence de renseignements au sujet de la quantité de produits soustraits à l'impôt ou d'autres éléments déterminants rend impossible l'exacte détermination du montant des droits en jeu, le délinquant encourt une amende de 50.000 à 500.000 francs.

§ 2. — En cas de récidive, les amendes prévues au § 1^{er} sont doublées et le contrevenant encourt, en outre, un emprisonnement de quatre mois à un an.

§ 3. — Toute contravention, autre que celle prévue par le § 5, aux mesures prises par le Ministre des Finances en vertu de l'article 5, est punie d'une amende de 5.000 à 25.000 francs.

waar tabak geteeld, neergelegd of opgeslagen wordt. Zelfs indien ze alleen zijn, hebben de agenten van het Bestuur der douanen en accijnzen, na zonsop- en vóór zonsondergang, recht van toegang, zonder bijstand, tot al die plaatsen of lokalen, alsmede tot de lokalen (zolders — met inbegrip van deze van de privaatwoning van den planter — afdaken, hooizolders, enz.) welke tot opslaan van tabak kunnen dienen;

2° Tot bedingen van de voorwaarden waaraan de onder artikel 4 voorziene vrijstelling is ondergeschikt;

3° Tot bepalen onder welke voorwaarden beëdigd gemeentepersoneel deel mag nemen aan de bewaking op de tabaksbeplantingen en tot verleen, aan dat personeel, van dezelfde rechten als aan het personeel van het Bestuur der douanen en accijnzen toegekend zijn in zake toegang tot alle plaatsen waar tabak gewonnen wordt en tot de droogplaatsen, zolders of andere opslagplaatsen van de planters;

4° Tot regelen van den handel in en het vervoer of het bezit van ongefabriceerde of gefabriceerde tabak en, onder meer, tot voorschrijven dat elk vervoer of bezit van die waar door een bescheid moet gedekt zijn.

ART. 6.

§ 1. — Onverminderd de eventuele toepassing van onderstaande § 5, worden alle handelingen of praktijken die het onttrekken van de belastbare producten aan de toepassing van den door artikel 1 gevestigden accijns ten gevolge of ten doel hebben, gestraft met een geldboete gelijk aan tienmaal de op het spel staande rechten, zonder voor elk geval beneden 1.000 frank te mogen blijven. Valt namelijk onder toepassing van die bepaling, de tabaksplanter die zijn beplanting of de opbrengst van zijn oogst geheel of ten deele onttrekt of tracht te onttrekken aan de krachtens 1^o van artikel 5 eventueel voorgeschreven bewakingsmaatregelen of die, uit welke oorzaak ook, niet al de tabak vertoont waarvan hij het bezit moet rechtvaardigen.

Zoo het, bij ontstentenis van inlichtingen, nopens de aan de belasting onttrokken hoeveelheid producten of van andere bepaalde gegevens, niet mogelijk is het beloop van de op het spel staande rechten te bepalen, verbeurt de overtreder een geldboete van 50.000 tot 500.000 frank.

§ 2. — Bij herhaling, worden de onder § 1 voorziene geldboeten verdubbeld en loopt de overtreder daarenboven een gevangenzetting op van vier maanden tot één jaar.

§ 3. — Andere dan de in § 5 voorziene overtredingen van de door den Minister van Financiën krachtens artikel 5 getroffen maatregelen, worden gestraft met een geldboete van 5.000 tot 25.000 frank.

§ 4. — Sans préjudice des amendes comminées par les paragraphes précédents, sont saisis et confisqués :

a) les tabacs qui font l'objet de l'infraction;

b) les appareils ayant servi au découpage, à la préparation ou à la fabrication des tabacs litigieux, si les opérations ont eu lieu dans une fabrique clandestine ou dans les locaux d'une usine régulièrement établie autres que ceux où se trouvent les appareils dûment déclarés;

c) les appareils pouvant servir au découpage, à la préparation ou à la fabrication des tabacs et qui n'auraient pas fait l'objet de la déclaration prescrite.

En outre, le paiement des droits en jeu est toujours exigible.

Le Ministre des Finances fixe forfaitairement, pour chaque catégorie de produits, le prix de vente au détail devant servir de base à la perception des droits sur les tabacs fabriqués saisis à charge d'inconnus, sur les tabacs fabriqués détenus ou transportés irrégulièrement, ainsi que sur les tabacs verts ou les tabacs secs non fabriqués qui font l'objet d'une infraction.

§ 5. — Tout transport ou toute détention de tabacs non fabriqués ou fabriqués qui n'est pas couvert par le document prescrit par le Ministre des Finances en vertu de l'article 5, 4°, entraîne l'application des dispositions des articles 19, 20, 22 à 25 et 28 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude. En outre, les droits en jeu sont exigibles.

ART. 7.

Les dispositions générales de la loi du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit, modifiées par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux planteurs, négociants, fabricants, débiteurs ou autres détenteurs de tabacs.

Toutefois, par dérogation à l'article 41, § 1^{er}, de la loi du 4 mars 1846, des entrepôts particuliers pour les tabacs non fabriqués étrangers peuvent être concédés dans les chefs-lieux d'arrondissement, dans les agglomérations de communes comprenant un chef-lieu d'arrondissement et dans les localités qui sont des centres de fabrication.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Les articles 1^{er} à 4, modifiés, de la loi du 23 juin 1938 (1) sont abrogés.

(1) Voir annexe.

§ 4. — Onverminderd de bij voorgaande paragrafen bepaalde geldboeten, worden aangeslagen en verbeurd verklaard :

a) de tabak die het voorwerp uitmaakt van de overtreding;

b) de toestellen die gediend hebben tot kerven, tot bewerken of tot fabriceren van de onder littera a) bedoelde tabak, indien de verrichtingen plaats gevonden hebben in een geheime fabriek of in een regelmatig gevestigde fabriek, doch in andere lokalen dan waarin zich de behoorlijk aangegeven toestellen bevinden;

c) de toestellen welke kunnen dienen tot kerven, tot bewerken of tot fabriceren van tabak, en welke niet het voorwerp zouden uitgemaakt hebben van de voorgeschreven aangifte.

Bovendien is de op het spel staande accijns steeds opvorderbaar.

De Minister van Financiën bepaalt forfaitair, voor elke categorie van producten, den kleinhandelsprijs die als grondslag moet dienen voor de heffing van den accijns toepasselijk op gefabriceerde tabak aangeslagen ten laste van onbekenden, op gefabriceerde tabak die onregelmatig in bezit gehouden of vervoerd wordt, alsmede op groene tabak of droge ongefabriceerde tabak die het voorwerp uitmaakt van een overtreding.

§ 5. — Alle vervoer of bezit van ongefabriceerde of gefabriceerde tabak dat niet gedekt is door het krachtens artikel 5, 4°, door den Minister van Financiën voortgeschreven bescheid, brengt de toepassing mede van het bepaalde in artikelen 19, 20, 22 tot 25 en 28 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den smokkel. Bovendien is de op het spel staande accijns opvorderbaar.

ART. 7.

De algemeene bepalingen van de wet van 26 Augustus 1822, deze van de wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den smokkel, deze van de wet van 4 Maart 1846 op de entrepôts en deze van de wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, gewijzigd door de wetten van 3 Maart 1851 en van 1 Mei 1858, zijn toepasselijk op alwie tabak plant, verhandelt, verwerkt, slijt of in bezit heeft.

Evenwel, met afwijking van artikel 41, § 1, der wet van 4 Maart 1846, mogen particuliere entrepôts voor ongefabriceerde uitlandsche tabak vergund worden in de arrondissementshoofdplaatsen, in de agglomeraties waarin een arrondissementshoofdplaats gelegen is en in gemeenten die centra zijn van tabaksfabricage.

ART. 8.

§ 1. — De gewijzigde artikelen 1 tot 4 der wet van 23 Juni 1938 (1) worden ingetrokken.

(1) Zie bijlage.

§ 2. — Il est mis fin à la validité temporaire des dispositions suivantes des arrêtés pris par le Secrétaire Général du Ministère des Finances :

article 5 de l'arrêté du 17 janvier 1941 (2) ;
arrêté n° 1 du 31 juillet 1941 (3) ;
articles 1 et 2 de l'arrêté du 8 juin 1942 (4).

ART. 9.

La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Ministre des Finances.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 1946.

CHARLES.

PAR LE RÉGENT :

Le Ministre des Finances,

J. VAUTHIER.

§ 2. — Er wordt een einde gesteld aan de tijdelijke geldigheid van onderstaande bepalingen van besluiten genomen door den Secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën :

artikel 5 van het besluit van 17 Januari 1941 (2) ;
besluit n° 1 van 31 Juli 1941 (3) ;
artikelen 1 en 2 van het besluit van 8 Juni 1942 (4).

ART. 9.

Deze wet zal van kracht worden op den datum dien de Minister van Financiën zal bepalen.

Gegeven te Brussel, den 29 October 1946.

KAREL,

VANWEGE DEN REGENT :

De Minister van Financiën,

J. VAUTHIER.

(2) (3) (4) Voir annexe.

(2) (3) (4) Zie bijlage.

**Annexe au projet de loi
relatif au régime fiscal du tabac.**

1. — *Loi du 23 juin 1938, modifiée :*

Article premier. — § 1^{er}. — Les tabacs fabriqués, étrangers ou indigènes, sont soumis à un droit d'accise fixé comme suit :

A. Cigares : 9 %	du prix de vente en détail d'après un barème à éta- blir par le Minis- tre des Finances avec, éventuel- lement, la fixa- tion d'un mini- mum à la base.
B. Cigarillos : 9 % (1)	
C. Cigarettes : 34 % (1)	
D. Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec : 22 % (1)	

(1) En outre, sous réserve de ce qui est stipulé au § 2 ci-après, ces produits sont imposables à raison de :

Cigarillos : 17 francs par 1.000 pièces;
Cigarettes : 14 francs par 1.000 pièces;
Tabac à fumer, tabac à priser et tabac à mâcher vendu à l'état sec :
fr. 1,25 par kilogramme.

E. Tabac à mâcher vendu à l'état humide : 1 franc par kg.

Pour les tabacs fabriqués étrangers, ce droit est indé-
pendant du droit d'entrée fixé par le tarif des douanes.

§ 2. — Le Ministre des Finances spécifie les produits
rentrant dans chacune des catégories visées au § 1^{er}.

Il détermine, en outre, ce qu'il y a lieu d'entendre par
prix de vente au détail; ce prix doit notamment compren-
dre le montant du droit d'accise, à l'exclusion, pour les
cigarillos, les cigarettes, le tabac à fumer, le tabac à pri-
ser et le tabac à mâcher vendu à l'état sec, de la partie
de ce droit perçue sur le nombre de pièces ou sur le poids.

§ 3. — Même texte que l'article 3 du projet de loi.

§ 4. — Exemption du droit d'accise peut être accordée
en cas de destruction, de dénaturation, d'exportation ou de
dépôt en entrepôt public de tabacs fabriqués.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est autorisé :

1° A prendre toutes mesures quelconques pour assurer
la perception du droit établi par l'article premier et pour
régler la surveillance des plantations, des fabriques, des
magasins et des débits de tabacs, et, plus généralement,
de tous lieux ou locaux où des tabacs sont cultivés, dépo-
sés ou emmagasinés. Les agents de l'Administration des

**Bijlage bij het wetsontwerp
betreffende het fiscaal regime van tabak.**

1. — *Gewijzigde wet van 23 Juni 1938.*

Artikel één. — § 1. — Uitlandsche of inlandsche be-
werkte tabak is aan accijnsrecht onderworpen als volgt :

A. Sigaren : 9 %	van den klein- handelsprijs, vol- gens een door den Minister van Financiën, op te maken barema, met gebeurlijke vaststelling van een minimum aan de basis.
B. Cigarillo's : 9 % (1)	
C. Sigaretten : 34 % (1)	
D. Rooktabak, snuif- en droge pruim- tabak : 22 % (1)	

(1) Behoudens het bepaalde bij § 2 hierna, worden deze producten
belast naar rato van :

Cigarillo's : 17 frank per 1.000 stuks;
Sigaretten : 14 frank per 1.000 stuks;
Rooktabak, snuif- en droge pruimtabak : fr. 1,25 per kilogram.

E. Natte pruimtabak : 1 frank per kilogram.

Voor uitlandsche bewerkte tabak, is dat recht onafhan-
kelijk van het invoerrecht vastgesteld bij het toltarief.

§ 2. — De Minister van Financiën bepaalt de producten
welke onder elk van de in § 1 bedoelde categorieën vallen.

Hij bepaalt verder wat onder kleinhandelsprijs dient
verstaan; deze prijs omvat namelijk het accijnsrecht, met
uitsluiting, voor cigarillo's, sigaretten, rooktabak, snuif- en
droge pruimtabak, van het deel van dit recht dat geheven
wordt volgens het aantal stuks of volgens het aantal kilo-
gram.

§ 3. — Zelfde tekst als artikel 3 van het ontwerp van
wet.

§ 4. — Vrijstelling van het accijnsrecht mag toegestaan
worden, ingeval bewerkte tabak vernietigd, ontaard, uit-
gevoerd of in openbaar entrepot opgeslagen wordt.

Art. 2. — De Minister van Financiën is gemachtigd :

1° Tot het treffen van alle om 't even welke maatreg-
len om de heffing te verzekeren van het recht ingesteld
bij artikel 1 en tot regelen van de bewaking op tabaks-
beplantingen, tabaksfabrieken, tabakswinkels en tabaks-
slijterijen en, meer algemeen, van alle plaatsen of lokalen
waar tabak gewonnen, neergelegd of opgeslagen wordt.

douanes et accises ont accès dans ces lieux et locaux ainsi que dans les locaux (greniers — y compris ceux de l'habitation privée du planteur — hangars, fenils, etc.) susceptibles de servir au dépôt des tabacs;

2° à 4°. — Même texte que l'article 5, numéros 2° à 4° du projet.

Art. 3. — § 1^{er}. — Sans préjudice à l'application éventuelle du § 3 ci-après, toute manœuvre quelconque ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit d'accise fixé par l'article premier, est punie d'une amende égale au décuple du droit d'accise fraudé sans qu'elle puisse être inférieure à 1.000 francs dans chaque cas. Tombe, notamment, sous le coup de cette disposition, le planteur de tabac qui soustrait ou tente de soustraire tout ou partie de sa plantation ou du produit de sa récolte aux mesures de surveillance éventuellement prescrites en exécution du 1° de l'article 2.

Si le montant des droits détournés ne peut être établi, le délinquant est passible, à titre d'impôt, d'une amende variant entre 50.000 et 200.000 francs.

Dans tous les cas, les produits litigieux sont confisqués.

§ 2. — En cas de récidive, les amendes prévues au § 1^{er} sont doublées.

§ 3. — Tout transport ou toute détention de tabacs non fabriqués ou fabriqués qui n'est pas couvert par le document éventuellement prescrit par le Ministre des Finances en vertu de l'article 2, 4°, entraîne l'application des dispositions des articles 19, 20, 22 à 25 et 28 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude.

§ 4. — Toute contravention, autre que celle prévue par le § 3, aux mesures prises par le Ministre des Finances en vertu de l'article 2, est punie d'une amende de 5.000 à 25.000 francs.

§ 5. — Indépendamment des amendes comminées par le présent article, le paiement des droits fraudés est toujours exigible.

Art. 4. — Même texte que l'article 7 du projet de loi.

2. — Article 5 de l'arrêté du 17 janvier 1941.

Art. 5. — § 1^{er}. — Le droit d'accise établi, sur les tabacs fabriqués, par l'article 1^{er} modifié de la loi du 23 juin 1938, est majoré d'un supplément égal à 20 % du prix de vente au détail inscrit sur la bandelette fiscale. La somme ainsi calculée est arrondie au demi-décime supérieur lorsqu'elle comprend une fraction inférieure à un demi-décime.

Ce supplément n'est toutefois pas applicable au tabac à mâcher saucé.

De agenten van het bestuur der douanen en accijnzen hebben toegang tot al die plaatsen en lokalen alsmede tot de lokalen (zolders, — met inbegrip van deze van de private woonplaats van den planter, — afdaken, hooizolders, enz.) welke tot opslaan van tabak kunnen dienen;

2° tot 4°. — Zelfde tekst als artikel 5, 2° tot 4°, van het ontwerp.

Art. 3. — § 1. — Onverminderd gebeurlijke toepassing van onderstaande § 3, worden alle om 't even welke praktijken dien ten doel hebben de belastbare producten te onttrekken aan de toepassing van het accijnsrecht ingesteld bij artikel 1, gestraft met een geldboete gelijk aan tienmaal het ontdoken accijnsrecht, zonder voor elk geval beneden 1.000 frank te mogen blijven. Valt namelijk onder toepassing van die bepaling, de tabaksplanter die zijn beplanting of de opbrengst van zijn oogst geheel of ten deele onttrekt of tracht te onttrekken aan de bewakingsmaatregelen welke gebeurlijk voorgeschreven zijn krachtens 1° van artikel 2.

Indien het niet mogelijk is het beloop der ontdoken rechten vast te stellen, moet de overtreder, ten titel van belasting, een geldboete betalen van ten minste 50.000 en ten hoogste 200.000 frank.

In alle gevallen, worden de waren ten aanzien waarvan het strafbaar feit gepleegd is, verbeurd verklaard.

§ 2. — Bij herhaling, worden de geldboeten voorzien in § 1 verdubbeld.

§ 3. — Vervoer of bezit van bewerkte of onbewerkte tabak, zonder dekking door het bescheid dat de Minister van Financiën gebeurlijk voorgeschreven heeft krachtens artikel 2, 4°, valt onder toepassing van de artikelen 19, 20, 22 tot 25 en 28 van de wet van 6 April 1843 op het betuigen van den sluikhandel.

§ 4. — Andere dan in § 3 voorziene overtredingen van de maatregelen door den Minister van Financiën getroffen, krachtens artikel 2, worden gestraft met een geldboete van 5.000 tot 25.000 frank.

§ 5. — Bovendien de in dit artikel bepaalde geldboeten, zijn de ontdoken rechten steeds opvorderbaar.

Art. 4. — Zelfde tekst als artikel 7 van het ontwerp.

2. — Artikel 5 van het besluit van 17 Januari 1941 :

Art. 5. — § 1. — Het accijnsrecht op gefabriceerde tabak, gevestigd door gewijzigd artikel 1 der wet van 23 Juni 1938, wordt verhoogd met een bijslag gelijk aan 20 % van den op het fiscaal bandje vermeldden kleinhandelsprijs. De aldus berekende som wordt op den naasthoogerden halven deciem afgerond wanneer zij een breuk beneden een halven deciem behelst.

Bedoelde bijslag is evenwel niet toepasselijk op natte pruimtabak.

§ 2. — Les dispositions de l'article premier, §§ 3 et 4, et des articles 2 à 4 de la loi du 23 juin 1938, modifiée, sont applicables en ce qui concerne le supplément de droit d'accise.

Ce supplément n'est pas à comprendre dans le prix de vente au détail qui sert de base à l'application des taux « ad valorem » fixés par l'article premier de la loi du 23 juin 1938.

§ 3. — Pour la perception du droit d'accise et du supplément de droit d'accise, sont assimilés aux tabacs fabriqués, tous produits quelconques (succédanés de tabac) préparés en vue d'être consommés aux mêmes fins que le tabac proprement dit.

3. — Arrêté n° 1 du 31 juillet 1941 :

L'art. 2, 1°, de la loi du 23 juin 1938, est remplacé comme suit :

Art. 2. — Le Chef du Ministère des Finances est autorisé à prendre toutes mesures quelconques pour assurer la perception du droit établi par l'article premier, — notamment en fixant le rendement minimum à déclarer par les planteurs, pour le tabac qu'ils ont cultivé — et pour régler la surveillance et le contrôle des plantations, des fabriques, des magasins et des débits de tabac et, plus généralement, de tous lieux où locaux où des tabacs sont cultivés, déposés ou emmagasinés. Les agents de l'Administration des douanes et accises ont accès dans tous ces lieux et locaux ainsi que dans les locaux (greniers — y compris ceux de l'habitation privée du planteur — hangars, fenils, etc.) susceptibles de servir au dépôt des tabacs.

4. — Arrêté du 8 juin 1942 :

L'article premier porte le taux du supplément de droit d'accise à 50 % du prix de vente au détail.

Art. 2. — L'article 3 de la loi du 23 juin 1938 est remplacé par le texte suivant :

« *Art. 3.* — § 1^{er}. — Sans préjudice à l'application éventuelle du § 5 ci-après, toute manœuvre quelconque ayant pour but de soustraire les produits imposables à l'application du droit d'accise fixé par l'article premier, est punie d'une amende égale au décuple du droit fraudé, sans qu'elle puisse être inférieure à 1.000 francs dans chaque cas. Tombe, notamment, sous le coup de cette disposition, le planteur de tabac qui soustrait ou tente de soustraire tout ou partie de sa plantation ou du produit de sa récolte aux mesures de surveillance éventuellement prescrites en exécution du 1° de l'article 2.

« Si, faute d'éléments suffisants — telle la quantité de produits soustraits à l'impôt — le montant des droits détournés ne peut être établi, le délinquant est passible d'une amende de 50.000 à 500.000 francs.

§ 2. — Het bepaalde in artikel 1, §§ 3 en 4, en in artikelen 2 tot 4 der gewijzigde wet van 23 Juni 1938, is toepasselijk wat betreft den bijslag van accijnsrecht.

Gezegde bijslag dient niet begrepen in den kleinhandels-prijs welke als grondslag dient voor de toepassing van de bedragen « ad valorem » bepaald bij artikel 1, § 1, der wet van 23 Juni 1938.

§ 3. — Voor de heffing van het accijnsrecht en van den bijslag van accijnsrecht, worden met gefabriceerde tabak gelijkgesteld, alle om 't even welke producten (tabakssurrogaten) die bereid zijn om verbruikt te worden tot dezelfde doeleinden als eigenlijke tabak.

3 — Besluit n° 1 van 31 Juli 1941 :

Artikel 2, 1°, der wet van 23 Juni 1938, wordt als volgt vervangen :

Art. 2. — Het Hoofd van het Ministerie van Financiën is gemachtigd tot treffen van alle om 't even welke maatregelen om de heffing te verzekeren van het recht ingesteld bij artikel 1 — inzonderheid door vaststelling van de minimumopbrengst welke de planters voor de door hen geteelde tabak moeten aangeven — en om de bewaking en de controle te regelen op tabaksbeplantingen, tabaksfabrieken, tabakswinkels en tabaksslijterijen en, meer algemeen, op alle plaatsen of lokalen waar tabak gewonnen, neergelegd of opgeslagen wordt. De agenten van het Bestuur der douanen en accijnzen hebben toegang tot al die plaatsen en lokalen (zolders — met inbegrip van deze van de privaatwoning van den planter — afdaken, hooizolders, enz.) welke tot opslaan van tabak kunnen dienen.

4. — Besluit van 8 Juni 1942 :

Artikel 1 verhoogt het bedrag van het aanvullend accijnsrecht op 50 % van den kleinhandelsprijs.

Art. 2. — Artikel 3 der wet van 23 Juni 1938 wordt door volgende tekst vervangen :

« *Art. 3.* — § 1. — Onverminderd gebeurlijke toepassing van § 5 hierna, worden alle om 't even welke praktijken, die ten doel hebben de belastbare producten te onttrekken aan de toepassing van het bij artikel 1 gevestigd accijnsrecht, gestraft met een geldboete gelijk aan tienmaal het ontdoken recht, zonder voor elk geval beneden 1.000 frank te mogen blijven. Valt namelijk onder toepassing van die bepaling, de tabaksplanter die zijn beplanting of de opbrengst van zijn oogst geheel of ten deele onttrekt of tracht te onttrekken aan de bewakingsmaatregelen gebeurlijk voorgeschreven krachtens 1° van artikel 2.

» Indien, bij gebrek aan voldoende gegevens — zooals de hoeveelheid der aan de belasting onttrokken producten — het beloop der ontdoken rechten niet kan vastgesteld worden, moet de overtreder een geldboete betalen van 50.000 tot 500.000 frank.

» § 2. — En cas de récidive, les amendes prévues au § 1^{er} sont doublées et le contrevenant encourt, en outre, un emprisonnement de quatre mois à un an.

» § 3. — Toute contravention, autre que celle prévue par le § 5, aux mesures prises par le Chef du Ministère des Finances en vertu de l'article 2, est punie d'une amende de 5.000 à 25.000 francs.

» § 4. — Sans préjudice des amendes comminées par les paragraphes précédents, sont saisis et confisqués :

» a) les tabacs litigieux ;

» b) les appareils ayant servi au découpage, à la préparation ou à la fabrication des tabacs litigieux, si les opérations ont eu lieu dans une fabrique clandestine ou dans les locaux d'une usine régulièrement établie autres que ceux où se trouvent les appareils dûment déclarés ;

» c) les appareils pouvant servir au découpage, à la préparation ou à la fabrication des tabacs et qui n'auraient pas fait l'objet de la déclaration éventuellement prescrite.

» En outre, le paiement des droits fraudés est toujours exigible.

» Le Chef du Ministère des Finances fixe forfaitairement, pour chaque catégorie de produits, le prix de vente au détail devant servir de base à la perception des droits ou le taux des droits à percevoir, sur les tabacs fabriqués saisis à charge d'inconnus, sur les tabacs fabriqués détenus ou transportés irrégulièrement, ainsi que sur les tabacs verts ou les tabacs secs non fabriqués qui font l'objet d'une infraction.

» § 5. — Tout transport ou toute détention de tabacs non fabriqués ou fabriqués qui n'est pas couvert par le document éventuellement prescrit par le Chef du Ministère des Finances en vertu de l'article 2, 4^e, entraîne l'application des dispositions des articles 19, 20, 22 à 25 et 28 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude. En outre, les droits sont exigibles sur la base ou d'après le taux fixé par application du § 4, dernier alinéa ».

» § 2. — Bij herhaling worden de onder § 1 voorziene geldboeten verdubbeld, en loopt de overtreder daarenboven een gevangenzetting op van vier maanden tot één jaar.

» § 3. — Andere dan in § 5 voorziene overtredingen van de door het Hoofd van het Ministerie van Financiën krachtens artikel 2 getroffen maatregelen worden gestraft met een geldboete van 5.000 tot 25.000 frank.

» § 4. — Onverminderd de bij voorgaande paragrafen bepaalde geldboeten, worden aangeslagen en verbeurd verklaard :

» a) De tabak ten aanzien waarvan het strafbaar feit gepleegd werd ;

» b) De toestellen die gediend hebben tot kerven, bereiden of fabriceren van de onder littera a) bedoelde tabak, indien de verrichtingen plaats gevonden hebben in een geheime fabriek of in een regelmatig gevestigde fabriek, doch in andere lokalen dan die waarin zich de behoorlijk aangegeven toestellen bevinden ;

» c) De toestellen welke kunnen dienen tot kerven, bereiden of fabriceren van tabak, en welke niet het voorwerp zouden uitgemaakt hebben van de gebeurlijk voorgeschreven aangifte.

» Bovendien zijn de ontdoken rechten steeds opvorderbaar.

» Het Hoofd van het Ministerie van Financiën bepaalt forfaitair, voor elke categorie van producten, den kleinhandelsprijs die als grondslag moet dienen voor de heffing van de rechten of het bedrag der rechten te heffen op gefabriceerde tabak aangeslagen ten laste van onbekenden, op gefabriceerde tabak waarvan het bezit of het vervoer onregelmatig is, alsmede op groene tabak of droge ongefabriceerde tabak die het voorwerp uitmaakt van een overtreding.

» § 5. — Alle vervoer of bezit van ongefabriceerde of gefabriceerde tabak dat niet gedekt is door het bescheid gebeurlijk voorgeschreven door het Hoofd van het Ministerie van Financiën, krachtens artikel 2, 4^e, brengt de toepassing mee der beschikkingen van artikelen 19, 20, 22 tot 25 en 28 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den smokkel. Bovendien zijn de rechten opvorderbaar volgens den grondslag of het bedrag bepaald bij toepassing van § 4, laatste lid. »